

N° 37/CA du Répertoire

N° 2009-084/CA2 du Greffe

Arrêt du 22 mars 2012

Affaire : SAMADOU SIROU MOHAMED

C/

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 31 août 2009, enregistrée au greffe de la Cour suprême le 10 septembre 2009 sous numéro 332/GCS, par laquelle monsieur SAMADOU Sirou Mohamed, en fonction au moment des faits au 1^{er} bataillon d'intervention motorisé au camp Ghézo, Cotonou, a introduit un recours contre sa "mise en retraite forcée" ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n°0500/GCS du 27 août 2009, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) Francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ; que la mise en demeure bien que reçue par le requérant le 02 septembre, est restée sans suite ;

Considérant que la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} : « *Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai* ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Monsieur AMADOU Sirou Mohamed est déchu de son action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié au requérant, au Ministère de la Défense Nationale et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY LAWIN	}	
Et	}	<u>CONSEILLERS.</u>
Victor D. ADOSSOU	}	

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux mars deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur

Le Greffier,


Grégoire ALAYE


Hortense LOGOSSOU-MAHMA

